

Communiqué du 18 décembre 2012

Pour la dignité et le respect de tous les droits humains des migrant(e)s

Cette année, nous célébrons la journée internationale des migrants dans un contexte mondial et régional alarmant : la situation des migrant(e)s est en aggravation constante, la violation de leurs droits s'intensifie à cause des politiques migratoires répressives partout dans le monde.

Cette année comme les précédentes, bon nombre de personnes sont déplacées, déracinées par les conflits, les guerres et l'oppression dans leurs pays. Des millions d'entre elles vivent dans des conditions humaines catastrophiques. Les femmes et les enfants en particulier sont menacés par toutes formes de violences et d'exploitations, économique, domestique, sexuelle.

A l'échelle nationale, nous célébrons cette journée dans un contexte marqué par une véritable guerre aux migrant(e)s. Les rafles et refoulements, accompagnés de violence, de racket et de confiscation de documents, y compris de femmes enceintes, de mineurs, de réfugiés et demandeurs d'asile, sont devenus monnaie courante, atteignant des niveaux sans précédents, dépassant tous les records depuis 2006.

L'année 2012 a aussi été marquée par la violence envers les migrant(e)s, agressé(e)s en toute impunité dans les quartiers des villes de Rabat, Oujda, Taourirt, Nador, Tanger ou Fès, les autorités compétentes refusant d'enregistrer ou d'instruire leurs plaintes.

Une année marquée également par des comportements xénophobes envers les noir(e)s, encouragés par les consignes policières comme celles aux commerçants de Taourirt de ne pas vendre aux migrant(e)s ou aux bailleurs d'Oujda de ne pas leur louer d'appartement.

Une politique qui touche même les migrant(e)s en situation administrative régulière qui travaillent légalement, l'administration refusant de renouveler leur autorisation de travail, obligeant leurs employeurs à les licencier.

Les associations signataires de cet appel condamnent aujourd'hui toutes les violations des droits des migrants(tes) et appellent :

- à l'arrêt des rafles et des expulsions collectives, des refoulements massifs à la frontière algérienne dans des conditions inhumaines et en violation des procédures légales ;
- à la protection des migrant(e)s contre l'exploitation économique et domestique (travaux forcés et dangereux dans le secteur de bâtiments, exploitations des femmes dans les travaux ménagers...) ;
- à l'arrêt des violences *orchestrée* par les services de police(interventions à domicile, tabassage, violence aux frontières, etc.) ;

– au respect des droits fondamentaux des migrant(e)s notamment le droit à la sécurité physique, à la santé pour tous et toutes, à l'éducation des enfants, au travail, etc.

Les associations signataires appellent aussi à cette occasion :

– au respect réel des droits de migrant(e)s tels que reconnus par la nouvelle constitution et la convention internationale des droits des migrants et de leur famille ;

– à la révision de toutes les lois relatives à la migration notamment la loi 02/03 conformément aux engagements de l'État marocain au niveau international ;

– à la promulgation de lois qui garantissent les droits des migrant(e)s indépendamment de leur statut légal, de leur nationalité, ou de leur origine ethnique.

Les associations signataires appellent enfin :

– les États européens à mettre fin aux approches sécuritaires dans le traitement de cette question et à prendre en considération les normes internationales ;

– l'État marocain à cesser de jouer le gendarme de l'Europe.

En cette journée du 18 décembre 2012, les associations signataires appellent :

– à un SIT-IN à 11H devant le Tribunal de première instance de

Rabat (avenue Madagascar, quartier Océan), pour la relaxe de Camara LAYE, coordinateur du Conseil des migrants subsahariens au Maroc ;

– à un SIT-IN à 17H30 devant le Parlement, pour la dignité et le respect de tous les droits humains des migrant(e)s.

Signataires : Association marocaine des droits humains (AMDH), Collectif des communautés subsahariennes au Maroc (CCSM), conseil des migrants subsahariens au Maroc (CMSM), Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants (GADEM), Organisation démocratique des travailleurs immigrés (ODT-I)